

Assemblée générale de la Conférence des Bâtonniers
Vendredi 27 janvier 2012

Monsieur le ministre (Robert BADINTER),
Monsieur le président (Jean-Luc FORGET),
Mesdames et Messieurs les hauts magistrats,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les bâtonniers,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'accueillir aujourd'hui pour votre Assemblée générale. La présence d'éminents représentants du monde judiciaire et d'élus souligne l'importance que chacun attache à ce traditionnel moment de rencontres et d'échanges. La Conférence des bâtonniers représente toute la diversité de la profession sur l'ensemble du territoire national. 160 barreaux de toutes les tailles et des cabinets de toutes spécialités offrent une assistance et des conseils indispensables à la sécurité juridique de nos concitoyens, dans tous les domaines du droit. Civilistes, commercialistes, pénalistes, publicistes sont aujourd'hui représentés. Mais dans cette assemblée s'exprime aussi la diversité du rôle de l'avocat : il y a parmi vous des plaideurs, des rédacteurs, des mandataires et même des fiduciaires.

Vos propos introductifs, Monsieur le président, montrent combien la profession a su se moderniser, s'adapter aux mutations de la société et relever le défi des réformes. Celles-ci, il vrai, n'ont pas manqué ces derniers mois.

Comme vous l'avez fait remarquer, les évolutions de notre droit et de notre procédure tant civile que pénale ont fortement mobilisé la profession. Je voudrais vous en remercier, car j'ai bien conscience des efforts d'adaptation qu'a impliqués la mise en œuvre des réformes adoptées en 2011.

1. Les avancées accomplies cette année étaient nécessaires mais aussi attendues : elles renforcent à l'évidence les droits et libertés de nos concitoyens, et améliorent le service rendu au justiciable.

La question prioritaire de constitutionnalité a participé à cette dynamique de changement, nous imposant d'aller souvent plus vite dans l'adoption et la mise en

œuvre de dispositions nouvelles plus protectrices des droits et libertés constitutionnellement garantis. Les avocats l'ont bien compris en investissant pleinement la QPC. Et c'est vrai, Monsieur le président : huit réformes législatives ont été adoptées cette année afin de se conformer, dans les domaines intéressant la Chancellerie, aux décisions du Conseil constitutionnel.

C'est considérable et chacun s'est engagé dans ce mouvement avec une grande réactivité. La loi du 14 avril 2011 relative aux droits de la personne placée en garde à vue et la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques, qui renforce le contrôle judiciaire sur les mesures d'hospitalisation sans consentement, ont été mises en œuvre à brefs délais. Nous avons largement surmonté les difficultés pratiques qui n'ont pas manqué de se présenter à nous.

Des améliorations sont toujours possibles, c'est évident, et c'est pourquoi j'ai voulu que l'application de ces dispositions nouvelles face l'objet d'un véritable suivi. Je sais aussi, Monsieur le président, toute votre vigilance sur ce point.

Je vous rejoins parfaitement, en particulier, sur la nécessité de confronter nos retours d'expérience sur la mise en œuvre du nouveau régime de garde à vue. Chacun de notre côté, au Gouvernement et dans les barreaux, nous avons collecté un certain nombre de chiffres et d'informations, et le temps est venu de les mettre en regard pour évaluer ensemble nos modes d'organisation. C'est à cette condition que nous pourrions apporter les meilleures réponses aux situations concrètes, qu'il s'agisse en effet des sujétions particulières liées aux interventions de nuit, ou encore de l'idée de points d'entrée uniques pour les services d'enquête demandant la désignation d'avocats commis d'office. La chancellerie vous proposera dans les tous prochains jours de mettre en place un groupe de travail qui nous donnera la visibilité nécessaire, dans le respect, bien sûr, des exigences qui découlent de la situation économique et financière de notre pays.

J'ai entendu également, Monsieur le président, les remarques que vous avez faites sur l'intervention de vos confrères pour la défense des personnes faisant l'objet d'une mesure d'hospitalisation sans consentement. Il y a là un vrai sujet et je peux

vous annoncer ce matin que la chancellerie est prête à envisager d'exonérer ces procédures très particulières du paiement des droits de plaidoirie. Une proposition en ce sens vous sera faite dans les prochains jours.

2. Nous avons, chacun dans notre rôle, appelé de nos vœux ces évolutions de notre procédure pénale. Les réformes ont abouti et vous confient de nouvelles responsabilités, c'est exact, mais n'oublions pas qu'elles constituent par là-même un renforcement du rôle et de la place de l'avocat.

Tant la réforme de la garde à vue, que celle de l'hospitalisation sans consentement, ou encore celle de représentation devant les cours d'appel, qui désormais fait de vous le principal interlocuteur de toutes les juridictions tant en première instance qu'en appel, sont le signe de la confiance qu'a placée le Gouvernement dans votre profession. Sur ce dernier point, je peux d'ailleurs vous indiquer que le projet de décret tirant toutes les conséquences, en matière d'aide juridictionnelle, de la fusion des professions d'avoué et d'avocat, a été transmis au Conseil d'Etat. Il sera donc publié dans les prochaines semaines.

De nouveaux champs d'intervention vous ont aussi été ouverts, notamment par la loi du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées. Je sais que vous attendiez ces évolutions et j'ai veillé à ce que cette réforme aboutisse, dans le respect des spécificités de chacune des professions concernées.

En outre, l'acte contresigné par avocat, mais aussi la procédure participative introduite par la loi du 22 décembre 2010, constituent de nouveaux outils pour les avocats ; outils, dont vous saurez, j'en suis certain, vous saisir puisqu'ils renforcent votre rôle de conseil.

- L'acte contresigné vous consacre dans votre rôle de rédacteur d'actes sous seing privé et tire les conséquences de la sécurité que procure votre intervention.
- La procédure participative vous consacre comme acteur central d'un nouveau mode alternatif de règlement des conflits. Inspirée du droit collaboratif nord-

américain, cette convention de négociation assistée par avocat permettra de régler des litiges en amont, sans qu'il soit nécessaire de saisir une juridiction et, en cas d'échec, de clarifier, avant la saisine du juge, les motifs de la contestation. Les mesures d'application, largement concertées avec votre profession, ont été insérées dans le décret regroupant différentes mesures relatives au règlement alternatif des conflits, paru le 20 janvier. C'est, je crois, un sujet de satisfaction commune.

3. Vous avez évoqué, Monsieur le Président, la question de la gouvernance de votre profession.

Je ne sais pas si c'est le meilleur terme pour parler de la représentation et de l'organisation d'une profession telle que celle d'avocat qui se caractérise, comme vous le soulignez, par son indépendance. Pour autant, vous en êtes, Mesdames et Messieurs les bâtonniers, les premiers acteurs.

Les pouvoirs publics vous reconnaissent comme tels. Ainsi, vos compétences en matière d'arbitrage et de conciliation ont été étendues ; et pour vous permettre de faire face à ce surcroît de travail, la fonction de vice-bâtonnier a été consacrée dans la loi du 28 mars 2011.

Votre place au sein des instances représentatives de la profession a été renforcée : le président de la conférence des bâtonniers et le bâtonnier de l'Ordre des avocats au barreau de Paris sont en effet devenus membres de droit du CNB.

Cette nouvelle organisation a fait la preuve de sa pertinence. J'ai pu le vérifier tout au long de ces derniers mois dans le dialogue constant et constructif qui s'est noué avec vos instances représentatives. Je profite de l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée pour saluer en particulier le président Pouchelon. Je ne doute pas, cher président Forget, que les représentants nouvellement élus auront à cœur, comme leurs prédécesseurs, de poursuivre ces échanges qui sont irremplaçables pour apprécier la réalité du terrain, la réalité des professions et les voies d'améliorations concrètes que nous pouvons envisager.

4. Vous l'avez dit, les avocats participent, par leur présence sur l'ensemble du territoire, à cette justice de proximité à laquelle je suis aussi très attaché. Ce maillage territorial des ordres en métropole et en Outre-Mer est essentiel au bon fonctionnement de la justice, mais il est aussi évidemment à concilier avec la bonne organisation de votre profession sur le terrain. Cette organisation s'adapte, en pratique, à l'évolution du droit et des procédures et il faudra sans doute continuer à œuvrer pour mutualiser les moyens et les compétences ; la réforme de la garde à vue nous rend particulièrement sensibles à cette donnée. Quoi qu'il en soit le maillage territorial doit s'adapter, et je me réjouis de la création d'une nouvelle cour d'appel à Cayenne : c'est un progrès pour nos concitoyens d'Outre-mer, pour une justice plus proche et plus accessible. Je sais qu'elle répond aussi à une attente des bâtonniers et avocats d'Outre-mer.

5. C'est donc une année très riche qui vient de s'achever. Elle a ouvert de nouvelles perspectives à votre profession. Et chacun a su faire la preuve de son engagement au service de la justice.

Naturellement, d'autres pistes d'évolution devront être envisagées dans les mois et les années qui viennent.

Vous l'avez rappelé, les avocats interviennent quotidiennement auprès des entreprises. C'est essentiel alors que nos entrepreneurs sont confrontés au contexte économique particulièrement difficile que nous connaissons.

J'ai bien entendu vos réserves, Mesdames et Messieurs les bâtonniers, sur la création d'un statut d'avocat en entreprise. Je n'ignore pas qu'en 2009, la Conférence des bâtonniers s'était prononcée contre un tel projet. L'assemblée générale du Conseil national des barreaux en a également débattu lors de sa réunion du 20 novembre 2010 et n'a pas pu dégager de majorité.

Comme vous le savez, Michel Prada m'a remis un rapport qui a fait l'objet d'une table ronde en juin dernier qui a permis de mesurer l'intérêt de continuer à progresser sur ce sujet.

Vous devez en convenir avec moi, la trop faible valorisation du droit par les entreprises françaises par rapport à leurs homologues anglo-saxonnes, et les risques pour la sécurité juridique que cela engendre, sont pour nos entreprises de lourds handicaps auxquels il faut remédier.

La réflexion sur un rapprochement de l'avocat et de l'entreprise doit donc se poursuivre. Bien sûr nous n'en sommes pas aujourd'hui au stade du projet de loi ni même, Monsieur le président, de l'avant-projet de loi. J'ai souhaité attendre le renouvellement de l'ensemble des instances représentatives de la profession d'avocat et que nous nous soyons rencontrés pour engager concrètement ces échanges. J'entends que nous travaillions sur la base d'une analyse concertée en nous donnant tout le temps nécessaire, sur chacun des aspects qui aujourd'hui posent question. J'ai attendu que toutes vos instances représentatives soient installées, et que nous nous soyons rencontrés pour engager concrètement ces échanges. J'ai chargé mes services d'élaborer un document de travail qui précise les différents éléments de la problématique et qui sera mis à la discussion de tous les partenaires concernés. Sachez en tout cas que j'ai bien noté votre souhait d'imaginer et formuler des propositions en ce domaine, et je m'en réjouis.

*

**

Mesdames et Messieurs les bâtonniers,

Le bilan de cette année 2011 souligne l'importance du chemin parcouru ensemble. La volonté de dialogue qui, de part et d'autre, a présidé à nos échanges ces derniers mois, se poursuivra, j'en suis sûr, avec vos nouvelles instances de représentation, comme avec le futur Gouvernement, quel qu'il soit. C'est le gage de nouveaux progrès, dans le respect des spécificités qui font la qualité et l'efficacité de votre profession.

Je vous remercie.